

Conflit au nord et au centre du Mali : Quelles perspectives et quelles leçons ? Que faire maintenant ?

Alhassane GAOUKOYE

Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali

Adresse électronique de l'auteur correspondant : gaoukoyedicko@yahoo.fr

RESUME : Du 17 janvier au 31 mars 2012, les principales villes des régions de Gao, Kidal et, Tombouctou tombèrent entre les mains des combattants du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) aidés par Ansar Dine et le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) affiliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique. La perte des 2/3 du Mali et l'effondrement des institutions républicaines suite au coup d'État contre le président Amadou Toumani Touré, accélèrent l'intervention Française sur la demande des autorités de la transition en appui aux forces armées de défense et de sécurité maliennes au sol, afin de repousser la menace dite djihadiste sur le sud du Mali. Cette intervention militaire ultime et éclair très médiatisée par la France fut suivie d'un déploiement de plus 10.000 soldats onusiens.

De l'intervention des forces françaises de Serval en janvier 2013 et de celles de la MINUSMA, le conflit au Nord du Mali loin d'être éradiqué, s'amplifie et atteint les régions de Mopti et de Ségou. Ces deux régions dites du centre, loin de succomber à une rébellion indépendantiste proprement dite comme celle prônée par le MNLA, vont s'embraser à la suite d'affrontements intercommunautaires très sanglants d'une part entre éleveurs peulhs et chasseurs Dogons à Mopti, d'autre part entre éleveurs peulhs (djihadistes) et paysans Bambaras dans la région de Ségou. Auparavant le Front de Libération du Macina (FLM) dont les troupes sont constituées en grande partie de combattants peulhs et dont l'idéologie s'inspire d'Al-Qaïda, va lancer des attaques ciblées contre l'armée.

Cinq ans après la chute des régions du nord, l'épicentre du conflit semble toucher des régions toujours proches de la capitale du Mali. Vue la complexité de la situation sécuritaire du pays, plusieurs questions pertinentes méritent d'être posées : Quelles sont les causes profondes des conflits au nord et au centre du Mali ? Quelles sont les stratégies mises en place par l'Etat pour dissocier les groupes djihadistes des groupes armés maliens afin de circonscrire la stigmatisation, la prolifération des milices d'auto-défense et les exactions à caractère communautaire ? Quelles perspectives pour le conflit au nord et au centre du Mali ? Quelles leçons les Maliens doivent-ils tirer de la persistance de ce conflit qui prend une dimension internationale et une coloration ethnico-religieuse ? Quelles actions doivent-ils entreprendre afin de préserver l'existence et l'unité du Mali ?

Dans cette communication nous analysons surtout les causes profondes du conflit du nord et celles au centre du Mali, pour ébaucher quelques propositions de sortie de crise.

Mots-clés : conflit, Mali, nord, centre.

INTRODUCTION

Du 29 juin 1990 jusqu'au 31 mars 2012, la République du Mali a connu une série de crises politico-sécuritaires intermittentes dans les régions nord-est qui érodèrent lentement mais profondément la stabilité des institutions de l'État¹. Devant la gravité de la crise provoquée par les rébellions cycliques, les régimes successifs ont usé de stratégies allant de la répression militaire au dialogue inclusif. A titre d'illustration, les autorités de la deuxième République (1968-1991) ont privilégié l'action militaire pour repousser les attaques des rebelles². Néanmoins, les accords signés à Tamanrasset³ sous l'égide de la partie algérienne, entre les Mouvements des Fronts Unifiés de l'Azawad (MFUA) et les autorités maliennes privilégient le dialogue, l'apaisement et le consensus pour un retour définitif et durable de la paix au nord du Mali.

Cet élan amorcé sous la deuxième République est renforcée par les autorités de la transition de 1991 à 1992 par le nouveau président Amadou Toumani Touré dit ATT. Dans une série de rencontres à Mopti, Ségou, le Conseil Transitoire pour le Salut du Peuple (CTSP) instaura la confiance indispensable au dialogue entre les mouvements rebelles et les autorités maliennes. Ainsi, ce processus aboutit à la première conférence nationale du Mali sur une période de deux semaines

¹ Gaoukoyé A., *Conspiration au Mali et au Sahel*, Paris : L'Harmattan, 2018

² Assaillants ou bandits armés sont les *noms par lesquels les autorités maliennes désignaient les auteurs des attaques perpétrées contre les populations civiles et les représentants de l'Etat des localités de Tidermène et Ménaka les 28 et 29 juin 1990. Ce nom barbare et péjoratif fut abandonné au profit de rebelle.*

³ Maïga Choguel K., Singaré Issiaka A., 2018, pp.23 : Les accords de Tamanrasset signés le 11 janvier 1991

donnant l'occasion à toutes les sensibilités d'exprimer leurs opinions sur les solutions idoines pour exorciser le mal de la rébellion qui ronge la société malienne. La conférence nationale malgré sa durée très courte a enregistré des résultats positifs mais aussi atteint ses limites. Parmi les leçons apprises de cette conférence, citons entre autres, le cadre institutionnel :

- La Conférence Nationale de 1991 avait été portée au plus haut lieu des institutions de la République, à travers notamment le rôle du président de la transition, Amadou Toumani Touré comme président de la Conférence Nationale.

La Conférence Nationale a permis aux participants de :

- débattre sans censure, ni sanction, des enjeux réels de la crise sociopolitique, institutionnelle et sécuritaire du Mali des années 1990 et d'en dessiner les perspectives de sortie pour l'avenir
- traiter l'état de la nation, des grands projets d'avenir du pays tels que la décentralisation, l'organisation des pouvoirs, la loi fondamentale, la loi électorale, la charte des partis politiques, la sécurité nationale, etc.⁴

La mise en œuvre des résolutions issues de la conférence nationale de 1991 ont permis l'organisation d'un référendum pour adopter la nouvelle Constitution du Mali qui rendit possible l'élection d'un président démocratiquement élu, Alpha Oumar Konaré, en 1992. De même, l'application des recommandations de la conférence nationale a permis une nouvelle réforme administrative

⁴ Sy O., Dakouo A., Traoré K, 2018, pp7 et 8.

basée sur la décentralisation et impliquant une nouvelle gestion des affaires publiques. Ces solutions ont permis momentanément d'endiguer les velléités de rébellions.

Dans la même dynamique, la troisième République (1992-2002 ; 2002-2012) a continué le dialogue par la signature du Pacte national⁵, la flamme de la paix à Tombouctou et l'intégration de nombreux anciens rebelles dans les forces armées de défense et de sécurité nationales, la fonction publique. Malgré toutes ces concessions faites aux anciens rebelles, les régimes démocratiques d'Alpha Oumar Konaré et d'Amadou Toumani Touré ont essuyé plusieurs insurrections souvent traitées avec beaucoup de complaisance, de faveurs politiques et financières.

De l'insurrection de mai 2006 à la fin de 2011, les désertions d'ex-rebelles intégrés dans l'armée nationale, les prises d'otages répétitives des occidentaux, l'installation des ex-GIA algériens au nord du Mali donnant naissance au GSPC et plus tard à AQMI déstabilisent puis accélèrent l'effondrement des institutions de l'Etat dans le nord-est du Mali. Il en résulte l'insurrection la plus spectaculaire et la plus massive qui balaya comme un tsunami le régime d'Amadou Toumani Touré en 2012. Elle fut menée conjointement par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNL), Ansar Dine et le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) bénéficiant de la complicité active de la France et de ses médias, du Burkina Faso, de la Mauritanie. Aujourd'hui les conséquences gravissimes de l'invasion du Mali par des groupes armés parrainés par

plusieurs grandes puissances pour des intérêts géostratégiques tout en « menaçant la sécurité, la stabilisation de tous les États du Sahel », accroissent les conflits endogènes à caractères ethnico-religieux à l'échelle du Mali. Cette communication vise deux principaux objectifs :

- Identifier les causes profondes des conflits au nord et au centre du Mali
- Formuler des recommandations susceptibles de prévenir les conflits et de préserver l'unité de la nation malienne.

Deux types de sources sont utilisés pour analyser les causes et développement des crises dans ces régions du Mali.

- Les sources écrites issues de la littérature nationale et internationale afférentes au conflit du nord et du centre du Mali,
- Les entretiens réalisés pour identifier les défis sécuritaires dans les régions de Ségou, Tombouctou et de Ménaka en septembre et octobre 2017.

I- CAUSES PROFONDES DES CONFLITS AU NORD ET AU CENTRE DU MALI

1- Survivances de l'héritage tumultueux de l'histoire coloniale

Fidèle à sa devise de diviser pour régner, la politique coloniale française tout en déshumanisant l'Africain par sa politique d'indigénat, a entretenu la féodalité pour déjouer les révoltes anti-françaises. Aussi, le pouvoir français à l'apogée de son oppression, a-t-il promu l'apartheid basé sur l'ethnie, la couleur, la religion, la culture pour mieux asservir le soudanais. En créant l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS), la France sema la graine des futures révoltes touarègues contre le Mali indépendant. Les exactions et humiliations sur les populations civiles

⁵Maïga Choguel K., Singaré Issiaka A., 2018, P.23 : Le pacte national signé le 11 avril 1992

touarègues pendant les différentes rebellions de 1963 à 2006, le sous développement des régions septentrionales où vivent les touareg et leur militarisation à outrance contribuent à entretenir l'hostilité entre eux et l'Etat du Mali. La plupart des régimes que le Mali a connus, excepté le premier plus soucieux de l'unité nationale, ont privilégié des intérêts personnels, communautaires pour circonscrire les conflits. Le culte de la personne (imam ou chérif, notable coutumier, etc.) apparu sous le régime militaire est vulgarisé sous tous les régimes démocratiques. Ces têtes non couronnées rivalisent en puissance avec les agents de l'État qu'ils surpassent dans bien de cas dans l'exercice de leurs fonctions. Un agent de la douane, un sous-préfet, un gouverneur, un juge ou même un ministre peut être remercié s'il se montre très exigeant vers un grand imam, un grand chef de quartier ou de tribu auquel il doit souvent faire allégeance. Du coup, l'État recule et la justice disparaît ou plutôt dépend de l'humeur volatile de ces chefs féodaux, véritables périphériques du pouvoir central à Bamako.

2- Déficit d'orientation idéologique claire des régimes politiques

L'observateur avisé mentionne le manque de vision et d'anticipation devant servir de manteau protecteur du Mali. En effet, chaque coup d'État, chaque changement de régime est suivi d'une remise en cause systématique des acquis du régime défunt, de ses succès, d'un rejet de ses cadres même les plus intègres et les plus patriotes. A titre d'illustration, après le coup d'État militaire du 19 novembre 1968, le régime du Comité Militaire de Libération Nationale a détruit l'héritage économique, éducatif, politique du régime socialiste de la première République socialiste du Mali. Le même sort a frappé le régime de l'UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien) balayé par

le mouvement démocratique, à son tour incapable de tirer des leçons des erreurs du régime militaire, a amplifié la déstructuration des institutions les plus importantes de l'État (école, armée, administration.) conduisant à la faillite progressive et inévitable du Mali.

3- Négation du civisme

Tous les régimes politiques ont cherché à former un type de citoyen en lui inculquant des valeurs issues des traditions diverses, des croyances du Mali et de l'héritage de la civilisation universelle. Sous la première République les vertus de l'idéologie marxiste acclimatée à la tradition malienne et africaine enseignait la probité, le patriotisme volontariste, le panafricanisme et la lutte contre la corruption. La philosophie marxiste, l'éducation morale et civique, l'histoire et la géographie doivent éveiller la conscience du citoyen pour aimer et défendre sa patrie au prix du sacrifice ultime. Ainsi, le mouvement pionnier, les camps de vacances sont des créneaux pour promouvoir la fibre nationale.

Le même discours a continué sous la deuxième République avec moins d'enthousiasme pour s'estomper avec l'avènement des régimes démocratiques qui ont supprimé les matières d'éveil dans les programmes scolaires (histoire, géographie, éducation civique et morale). Les tentatives des reformes infructueuses (Nouvelle Ecole Fondamentale, Programme Décennal de Développement de l'Education) aggravent la crise scolaire à laquelle se greffe la crise sociale et économique. Sans repère politique et social, les mœurs des maliens se corrompirent à un degré maximal. D'aucuns estiment si hier, la pudeur sous la première République, la crainte d'être envoyé en prison sous la deuxième République dissuadèrent le malien à voler. Aujourd'hui l'impunité, la cupidité, l'absence d'éthique poussèrent le citoyen lambda

tout comme le haut dignitaire de l'État à voler sans rien craindre. Ainsi, l'honnête citoyen vivant caché est mal perçu, alors que le corrompu généreux qui arrose la foule avec l'argent détourné est honoré⁶.

4- Des réformes administratives vouées à l'échec

En 1991, la démocratie au Mali était perçue comme une panacée à toutes les contradictions de la société malienne longtemps assujettie par les régimes socialiste et militaire de Modibo Keita et Moussa Traoré. La gestion centralisée de la gouvernance par ces deux régimes a été soumise à des critiques acerbes. La décentralisation expérimentée à Gao en 1989 puis généralisée en 1995 pour conjurer la rébellion Touarègue et plus récemment la régionalisation poussée pour déjouer les velléités indépendantistes du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) ont dépouillé lentement les administrateurs civils, les juges de leur autorité au profit des représentants des collectivités territoriales peu préparés à ces fonctions administratives. Le jeu politique est dans, le choix des nouveaux élus locaux est lié au militantisme et non l'expérience et la compétence politique. Le transfert des compétences à des élus non habilités crée la course au positionnement politique et à la conquête effrénée du pouvoir. Du nord-est (Ménaka), au nord (Kidal) jusqu'au centre du Mali (Mopti, Ségou), les causes des conflits se réduisent à la faiblesse de la force publique, la corruption des juges et gendarmes, les abus des élus locaux, les frustrations des citoyens dépouillés de leurs biens par des fonctionnaires de l'État peu soucieux du respect de la loi et en service commandé par des députés, des maires affiliés au parti au pouvoir. Cette partialité des fonctionnaires

⁶ Gaoukoye A, Analyse comparative des enseignements dans les lycées publics et privés du District de Bamako, Thèse de Doctorat, Bamako : ISFRA, 2018.

de l'État est aggravée par le trafic d'influence des leaders locaux religieux, politiques, contraignant l'État à entreprendre des projets publics dans des localités peu viables. Ainsi, des écoles, des centres de santé, des centres d'animation pédagogique sont affectés à des sites non prévus par le schéma d'aménagement initial. A titre d'illustration le Centre d'Animation Pédagogique de Gabéro couvrant les communes de Gabéro et de N'Tillit a été attribué à Arhabou de la commune de Gounzoureye. L'avalanche de création des nouvelles régions en juillet 2018 est une des facettes des réformes administratives erronées et infructueuses. Peu avant la chute du régime ATT un projet de création de nouvelles régions a été initié pour rendre la gouvernance plus flexible. Ce projet a été réactivé avec la création des régions de Ménaka et de Taoudenit pour prendre en compte les doléances des groupes armés.

5- Ingérences et hostilité du contexte régional et international

La région ouest africaine fut dévastée par de guerres sanglantes au Libéria, en Serra-Leone et en Côte d'Ivoire de 1990 à 2012. Auparavant, la guerre civile en Algérie et la répression des partisans du Front Islamique du Salut (FIS) durant la décennie 90 a favorisé l'insécurité aux frontières maliennes. L'éclatement de la rébellion au Niger en 1990 constitue une alerte pour les autorités devant faire face à un retour massif des jeunes touaregs de la Lybie. La précarité de conditions de vie des populations touarègues, le contexte trouble l'Algérie plongée dans la guerre civile, l'installation de combattants du GIA au sud de l'Algérie, constituent les ingrédients de la rébellion malienne qui éclata le 28 juin à Tidermène suivie de la prise la ville de Ménaka le 29 juin. De 1990 à 2006 le Mali est soumis à une intense rébellion qui connut des moments d'accalmie toujours secouée par des

cycles d'attaques rebelles et de représailles de l'armée, entretenant ainsi un contexte sécuritaire national fragile jusqu'à la crise de 2012. C'est dans ce contexte qu'intervint la crise libyenne qui ébranla le Sahel et plus spécifiquement le Mali en 2012.

De 2012 à nos jours, d'autres régions du Sahel et au-delà (Nigeria, Cameroun, etc.) ont subi de graves attaques terroristes contre lesquelles de nombreuses armées africaines et européennes sont mobilisées. Malgré la synergie des compétences africaines et européennes à travers le G5 Sahel, le déploiement de drones pour traquer les terroristes ou les djihadistes, le contexte régional se dégrade. De 2016 à 2018, de nombreuses attaques djihadistes furent enregistrées au Burkina Faso, au Niger, en Côte d'Ivoire, au Mali, etc. La porosité des frontières des États ouest africains, la présence de puissances militaires occidentales et onusiennes sur le sol malien, influe négativement sur la stabilité au Mali. Aujourd'hui cette insécurité transfrontière en favorisant la prolifération des armes de guerre, amplifie les conflits intercommunautaires dans le nord-est (Ménaka) et le centre du Mali (Ségou, Mopti).

6- La corruption des élites dirigeantes

La société malienne a connu des mutations profondes depuis l'avènement de la démocratie au Mali en mars 1991. Toutefois, la plupart des observateurs martèlent, que le pluralisme démocratique a amplifié la corruption déjà existante. Du mode d'élection des élus locaux pendant les élections municipales ou législatives jusqu'aux présidentielles, l'argent a pris le dessus sur l'intégrité morale des candidats. L'ordre des candidats sur les listes municipales est fonction du poids financier de l'aspirant à soutenir son parti politique au quotidien. En dépit des alertes des rapports du Bureau du Vérificateur Général sur les

conséquences fâcheuses du gaspillage des biens publics, la corruption et le clientélisme continuent d'être entretenus dans les institutions publiques. A ce propos, Keita (2013), décrit les manifestations de la corruption qui ont érodé le système électoral deux ans seulement après l'élection du premier président élu démocratiquement : Dès 1997, la réélection du président sortant a ainsi ouvert la voie à des pratiques d'achat de votes ou d'élus qui, conjugués à des pressions physiques contre l'opposition, ont fragilisé les institutions et décrédibilisé le principe même du suffrage universel ⁷

La corruption généralisée affecte la bonne marche de l'économie et crée des injustices dans l'octroi des marchés publics dont le monopole est détenu par des commerçants, bailleurs de fonds du parti au pouvoir. En fait, la vie sociale est grippée et le mérite s'amenuise drastiquement. Il en résulte une prise en otage de la richesse nationale par une poignée de nouveaux oligarques spontanés. De même, la mauvaise répartition de la richesse nationale étant détournée de ses vraies finalités (développer le bien être social par la création des écoles, des centres de santé, l'accès à l'eau et à une alimentation potable), entraîne la pauvreté, l'exode rural, l'immigration clandestine, l'explosion démographique dans les agglomérations, l'insécurité, le radicalisme forme suprême de revanche contre les riches et les dignitaires corrompus. Aujourd'hui, l'exode rural des jeunes et des femmes atteint des proportions si inquiétantes au Mali qu'il constitue une forme majeure d'insécurité humanitaire, économique, culturelle.

7- Le boom démographique et les changements environnementaux

⁷Keita Naffet Y a-t-il un Gouvernement légitime au Mali ? P83-91, in La tragédie malienne (2013).

La plupart des conflits au Mali ont émergé puis pris de l'essor suite aux sécheresses des années 1970 et 1980. Les bouleversements dus à ces calamités et à la démographie galopante ont favorisé l'immigration des habitants des régions sinistrées vers des pays nantis (Ghana, Nigeria, Libye, Côte d'Ivoire, Algérie) aujourd'hui en déclin économique. Le retour des immigrés vers leur pays d'origine suscite des convoitises pour le contrôle des espaces pastoraux, de l'eau, des terres fertiles. À titre d'illustration, la chute du régime libyen a entraîné une horde de jeunes Touareg désœuvrés à la recherche d'emploi et de bien-être social. En déclenchant l'insurrection de 2012, le MNLA vise par les accords signés avec le gouvernement malien une intégration massive de ses combattants dans l'armée et la fonction publique de l'État en vue de leur garantir une meilleure sécurité sociale. Aujourd'hui, tous les combattants des groupes armés sont animés de ce même sentiment d'une part, mais ils cherchent aussi à suppléer l'absence de la force publique en tentant de préserver l'existence de leurs communautés souvent stigmatisées ou marginalisées. Pour réussir il faut risquer sa vie en intégrant une milice et détenir une arme de guerre pour se faire entendre de l'État. L'équilibre de la terreur étant devenue la règle du jeu, les jeunes maliens rivalisent à rejoindre souvent les groupes criminels dans l'espoir d'avoir un avenir radieux.

D'une manière générale, l'essor démographique et la conquête des espaces vitaux par les différentes communautés altèrent le vivre ensemble. En effet, le Mali est entré dans une véritable dynamique de survie, de conquête d'espace vital, où les individus se comportent en félins prêts à dévorer leurs semblables. En fait, chacun étant poussé par son instinct grégaire marquera son espace et le défendra âprement.

Les conflits au Nord et au centre du Mali sont le reflet de cette convoitise des terres fertiles disputées par les éleveurs et les agriculteurs aux activités complémentaires. En l'absence des règles claires définies par l'État pour régler le foncier, les mairies s'attèlent à vendre tout. De même, les survivances d'un mode ancestral de gestion de la terre, des bourgoutières dans la boucle du Niger et autres domaines fonciers par une caste féodale contribuent à l'éclosion des conflits divers. Cette réalité est présente dans les régions de Mopti, Ségou et Tombouctou où la terre appartient non à ceux qui la cultivent (Bambaras, Bozos, Dogons, etc.) mais à ceux qui en héritent (Peulh, Touareg.).

L'analyse des causes des conflits au nord et au centre du Mali révèle les manifestations lentes et douloureuses d'une société naissante, des normes inventées devant remplacer les anciennes. Dans cette lutte implacable les institutions féodales mobilisent toutes leurs énergies pour préserver leurs intérêts. Tel est le sens à donner au conflit du MNLA à la fois ethnique, tribal et racial qui ne vise qu'à perpétuer, préserver les intérêts des familles régnautes des Ifoghas au mépris de la majorité des Imagh, des Bellah, des Songhay, des Arabes. Aujourd'hui, l'État malien est contraint de faire allégeance à plusieurs familles féodales ou à leurs descendants pour paraître légitime créant ainsi une sorte d'apartheid, de discrimination dont l'éradication est ressentie par les leaders communautaires comme un véritable coup d'état social. Pour résoudre les conflits au Mali, il est impératif de remettre en cause tous les privilèges injustement octroyés aux castes bourgeoises féodales craintives du changement. Ainsi, une lecture minutieuse des différents accords signés de 1991 à nos jours ont accordé un statut particulier souvent à un groupe de familles, une ethnie. Les réactions des communautés sédentaires à travers le Ganda Koy, Ganda izo, expriment le désaveu de

l'État à accorder des privilèges exorbitants à des rebelles touareg au mépris de toutes les autres communautés maliennes jusque-là restées pacifiques. Il reste à retenir une paix durable est toujours bâtie sur la justice.

II- RECOMMANDATIONS POUR ERADIQUER LE CONFLIT AU NORD ET AU CENTRE DU MALI

La solution au conflit au nord et au centre du Mali réside dans un examen minutieux de l'héritage culturel de ses empires, royaumes et toutes les influences reçues de l'islam, de la civilisation judéo-chrétienne, sans oublier ses croyances ancestrales. Aussi, le Mali d'aujourd'hui apparaît-il comme un échantillon des peuples, des civilisations de ces entités antiques et médiévales éclatées et partagées de force entre plusieurs États issus de la colonisation française. L'histoire ressemble à une tragédie où les hommes, les nations sont soumis à une violence permanente pour se régénérer. Disons l'âme de l'univers est comparable à un volcan en ébullition, certes dévastateur, mais dont les cendres, et la chaleur sont indispensables aux équilibres délicats de l'univers. Le conflit au nord et au centre en dépit de son intensité, et de sa durée, est porteur de changements dont les citoyens doivent s'approprier pour s'adapter aux réalités de leur époque, pour réformer les lois et institutions obsolètes, pour inventer un nouveau leadership et une nouvelle gouvernance basée sur la justice et visant le bien être de tous les citoyens, bref pour impulser une coexistence pacifique entre les membres de la société malienne. Les migrations douloureuses par les séparations créées, les pertes d'identités, de biens (terres, animaux et patrimoine bâti.) sont les facettes d'une dérive de la race humaine, toujours en mouvement, pour former une nouvelle espèce hybride plus métissée, c'est-à-dire arc- en ciel.

En ce qui concerne la résolution de la crise malienne dans ses régions du nord et celles du centre, il est impérieux de :

- promouvoir la justice en appliquant la rigueur de la loi à tous les citoyens sans tenir compte de leurs statuts de fonctionnaires, de porteurs d'uniforme, de paysans ou éleveurs, mais en se référant aux actes posés. Il est regrettable que 47% de citoyens maliens affirment ne pas avoir confiance à leur système de justice⁸
- mettre un mécanisme d'alerte précoce, de prévention de tous les conflits comprenant des hommes, des femmes, des jeunes choisis après une enquête de moralité rigoureuse, de nationalité établie. Cet outil est composé des citoyens depuis l'artisan jusqu'au haut fonctionnaire sans exclure les leaders religieux, les griots, les chasseurs, les groupes d'âge
- élire au sommet de l'État un leadership qui incarne toutes les valeurs de la nation malienne : justice, bravoure, savoir-être (éducation), vision, progressiste, crédibilité, pudeur, foi en l'humain
- mettre en place des institutions fortes dirigées par des hommes intègres et dévoués entièrement à la nation, soumis à un contrôle régulier de leurs biens,
- bannir toutes les formes de discriminations entre les citoyens, entre les communautés, les régions, en garantissant à tous l'accès à une bonne éducation à l'école, en rendant obligatoire la mobilité de tous les fonctionnaires de l'État à servir partout sur le territoire national sans primes de zones,
- doter le Mali d'une institution militaire puissante bien équipée capable de

⁸ Données tirées du Mali-mètre de la Fondation Friedrich mars 2017 cité par IMRAP.

maintenir la paix et la sécurité sur l'étendue du territoire national, reflétant la diversité ethnique, culturelle du pays

- réévaluer les réformes administratives (décentralisation, régionalisation) et les personnes chargées de leur mise en œuvre suivant une planification rigoureuse basée sur les résultats,
- proscrire les formes subtiles de xénophobie, de régionalisme dans la gestion des affaires en privilégiant le mérite, la compétence, l'intégrité et le patriotisme,
- renforcer l'autorité des chefs de villages ou fractions par l'instruction, l'octroi de primes conséquentes, et l'obligation de rendre compte à l'administration civile sur la base de rapports visés de tous les actes de la vie de leurs circonscriptions.
- lutter contre la corruption par des sanctions exemplaires
- imposer l'éducation civique et morale à tous les citoyens à l'école, dans les lieux de culte, camps militaires. La formation au secourisme, à l'art militaire, l'éducation physique, les arts martiaux seront promus à l'école et dans des centres extrascolaires accueillant tous les filles et garçons.

CONCLUSION

Cette analyse a tenté de faire ressortir les causes principales du conflit au nord et au centre du Mali. Il en ressort que le conflit qui a commencé au nord en 1990 a progressivement étendu ses filets jusqu'au centre. Des facteurs historiques, institutionnels, environnementaux, démographiques, politiques et sociaux expliquent les conflits dans les régions de Gao, Kidal, Tombouctou, Mopti et Ségou.

Pour éradiquer durablement le conflit au nord et au centre du Mali, plusieurs propositions sont formulées. Les recommandations majeures insistent sur l'institution d'un système de justice équitable pour tous les citoyens, l'amélioration du bien-être des communautés, une réponse adéquate à la crise des valeurs pour lutter contre la corruption, la mise en place d'un système d'alerte précoce et de prévention des conflits, l'émergence d'un nouveau leadership au Mali et l'érection d'une armée efficace adaptée aux menaces du moment.

REFERENCES

- [1] Gaoukoyé A., *Conspiration au Mali et au Sahel*, Paris : L'Harmattan, 2018.
- [2] Gonin P., Kotlok N., De Montclos Marc-Antoine P, *La tragédie malienne*, Vendémiaire, 2013.
- [3] Maïga Choguel K., Singaré Issiaka A., *Les rébellions au nord du Mali : Des origines à nos jours*, ÉDIS, 2018
- [4] Sy O., Dakouo A., Traoré K, 2018, *La conférence d'entente nationale : Mise en œuvre et leçons apprises pour le dialogue national au Mali*, Berlin : Berghof Foundation, 2018.
- [5] Sur internet : https://www.berghof-foundation.org/fileadmin/redaktion/publications/other_Ressources/National_Dialogue/NDH_II_fr.pdf
- [6] IMRAP, 2017, Portraits croisés : analyse locale des dynamiques de conflit et résilience dans la zone de Koro-Bankass, région de Mopti, Interpeace, Canada.